

TAXFAIR

POUR UNE CONCURRENCE NUMÉRIQUE À ARMES ÉGALES

Saviez-vous que l'an dernier, votre librairie de quartier et vous avez probablement payé plus d'impôt au Canada que des entreprises comme Google, Facebook, Amazon, Netflix et Uber?

Ces géants du numérique empochent des millions – voire des milliards – en profits chaque année grâce aux Canadiens, car nous avons adopté leurs produits. Notre pays est en effet l'un des plus grands consommateurs de technologies numériques au monde.

Mais il y a un hic.

Malgré leurs profits faramineux, ces multinationales réussissent à payer peu ou pas d'impôt au pays.

L'Agence du revenu du Canada (ARC) leur accorde une exemption parce qu'elles sont établies dans un autre pays, souvent un paradis fiscal. De toute évidence, l'ARC considère que, si elles n'ont pas de bureau au Canada, elles n'y exercent pas d'activités.

C'est faux.

Cette année, les entreprises numériques devraient générer des revenus de plus de 30 milliards de dollars, et ce, seulement au Canada. Cela signifie que les gouvernements provinciaux et fédéral passent à côté de milliards de dollars, qu'ils pourraient affecter à nos services et

à nos infrastructures. Pourquoi? Parce que le Canada n'a pas encore compris comment on fait des affaires au 21e siècle.

Et les entreprises canadiennes en pâtissent elles aussi. Elles doivent payer des impôts, et commercialiser des produits qui sont forcément plus chers que ceux des géants, une fois les taxes ajoutées. C'est tout simplement injuste.

Pourtant, pendant que le Canada tarde à agir, un peu partout dans le monde, d'autres pays ont commencé à colmater cette faille. Les nations de l'Union européenne, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Japon, entre autres, mettent en place des lois leur permettant de percevoir de l'impôt de ces entreprises, même si elles ne sont pas établies physiquement sur leur territoire.

Il est donc temps que le Canada se lance aux trousseaux de ces cyberfraudeurs de l'impôt.

Bien des entreprises en cause crieront à l'injustice, arguant qu'elles devront verser des impôts à deux endroits.

En fait, bon nombre des géants du numérique parviennent même à éviter l'imposition dans leur propre pays. Pourquoi? Parce qu'elles ont établi leurs quartiers généraux dans divers paradis fiscaux, où elles transfèrent tous leurs profits afin





CANADIANS FOR TAX FAIRNESS
CANADIENS POUR UNE FISCALITÉ ÉQUITABLE



d'éviter de payer des impôts au Canada, aux États-Unis ou en Europe.

Déjà, en raison de leurs pratiques fiscales illicites, Facebook, Google, Apple, Uber, Amazon et d'autres titans ont dû faire face à des poursuites et à des enquêtes, lancées par d'autres gouvernements.

Un exemple des plus flagrants : pendant dix ans, Google a réalisé des ventes totalisant plus de 40 milliards de dollars au Royaume-Uni; le montant de l'impôt qu'elle a payé avoisinait zéro. Après avoir été dénoncée publiquement, l'entreprise a accepté de verser environ 340 millions de dollars à l'État. Elle a donc bénéficié d'un taux d'imposition de 2 à 3 %, comparativement au taux standard de 20 %.

Ici, Rogers Média a récemment payé plus de 1,4 milliard de dollars en taxes de vente (TPS, TVH et TVP) seulement. Pendant ce temps, Netflix rendait 0 \$ sur des ventes de centaines de millions.

Les diffuseurs d'ici contribuent également au financement de la production de contenu canadien, notamment par l'intermédiaire du Fonds des médias du Canada.

Il a toutefois été décidé, récemment, que les diffuseurs exerçant leurs activités en ligne seraient exemptés de ces contributions.

Les secteurs canadiens des médias et du divertissement sont particulièrement menacés par l'évitement fiscal et les politiques de ce genre.

On estime que des milliers d'emplois canadiens du secteur du divertissement pourraient disparaître si l'on continue

d'accorder ces exemptions, si l'on ne renverse pas les dernières tendances, et si d'autres politiques similaires sont mises en place.

Nous ne voulons pas que les Canadiens délient encore leur bourse.

Nous voulons que les géants numériques soient tenus de respecter les mêmes règles.

Nous voulons que les entreprises canadiennes puissent se battre à armes égales avec leurs homologues étrangères.

Nous voulons que la culture canadienne qui nous est chère, et dont découlent tant d'emplois, puisse compter sur le soutien dont elle a besoin pour rayonner.

Nous voulons que le Canada et ses provinces reçoivent leur juste part d'impôts pour continuer de financer les services et les infrastructures dont nous bénéficions tous.

Nous voulons une fiscalité équitable.

C'est pourquoi nous demandons au gouvernement d'obliger ces entreprises à payer :

1. leur juste part d'impôt sur les revenus qu'elles génèrent au Canada;
2. leur juste part de taxes sur la valeur ajoutée, comme la TVH et la TPS;
3. leur juste part du financement de contenu canadien, si elles font affaire dans le secteur de la radiodiffusion et du divertissement.

Nous espérons que vous joindrez votre voix à la nôtre!

**Signez
la pétition
dès maintenant!**

**Visitez taxfairness.ca pour
exhorter le Canada à obliger
les géants du numérique
à respecter les règles du
jeu, et à payer leur
juste part d'impôt.**